



Transports :

régression sociale et tout camion, ça suffit ! populations - usagers - salariés - ça nous concerne ! Intervenons !

De 1 607 à 2 228 heures, 22 jours de repos compensateurs en moins, soit un mois de travail en plus et une réduction de rémunération pouvant atteindre l'équivalent d'un mois de salaire (1 782 euros) par an.

C'est la décision du gouvernement français profitant de la transposition de directives européennes pour légiférer dans sa logique du "travailler plus pour gagner moins" dans le routier marchandise :

- Il anéantit 10 ans de négociations sur fond de lutte de la profession pour améliorer ses conditions sociales.
- Il fait du transport routier marchandise à bas coût, sur le dos des salariés, l'axe prioritaire de sa politique d'organisation des transports.
- Il active un plan fret SNCF de repli et une réorganisation du transport combiné, basé sur la rentabilité économique, qui ont déjà amené (depuis 2004) :

Plus de 200 000 camions supplémentaires sur route !

Ils seront conduits par des chauffeurs à qui on baisse le salaire et augmente le temps de travail, en même temps que leurs patrons reçoivent 1 milliard d'euros pour compenser le prix du gasoil !

- Il réduit aussi le budget de voies navigables de France, défiscalise les grands armateurs maritimes privés (400 M €/an), casse les compagnies, sociétés ou entreprises publiques de transport, se désengage des infrastructures sur le dos des collectivités locales.

Dans le même temps :

60% des patrons routier usent de latitudes sur les réglementations et les imposent à leurs salariés par chantage à l'emploi ; sous tarifés, les transports évoluent sous le règne du dumping et favorisent les délocalisations ; les coûts externes supportés par la société s'élèvent à 650 milliards d'euros par an en Europe, 83 % sont générés par la route ;

*L'avenir, celui du développement durable,
n'est pas dans cette voie.
Arrêtons le massacre !*

Pollution - Maîtrise et économie d'énergie - Environnement et sécurité - Aménagement du territoire - Harmonisation sociale et emplois pérennes qualifiés :

Autant d'enjeux et de défis à relever par la société.

Elle doit s'en donner les moyens en confiant à la puissance publique maîtrise et régulation de l'ensemble du secteur pour :

- ‡ **imposer une tarification** à la réalité des coûts à **charge de ceux qui profitent financièrement** des transports ;
- **activer une politique multimodale** des transports et de l'équipement, prenant corps autour de services publics forts et **priorisant les modes les moins nuisants** ;

